

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Somalie-une-invasion-dangereuse-et-illegale-de-Etats-UnisThe-US-backed-invasion-of-Somalia-to-topple-its-Islamists-is-a-dangerous-illegal>

**Somalie une invasion
dangereuse et illégale de Etats
UnisThe US-backed invasion
of Somalia to topple its
Islamists is a dangerous,
illegal act of aggression.**

Date de mise en ligne : lundi 8 janvier 2007

- Empire et Résistance - « Gringoland » (USA) -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Salim Lone *

[The Guardian](#). Londres, 7 janvier 2007

[Leer en español](#)

English down this page

Sans remords devant les désastres en Irak, en Afghanistan et au Liban, l'administration Bush vient d'ouvrir un nouveau front dans le monde musulman. Avec l'appui américain, des troupes éthiopiennes ont envahi la Somalie dans une guerre illégale d'agression.

Mais cette manoeuvre pour renverser un régime islamiste qui avait apporté la paix en Somalie pour la première fois depuis 16 ans risque de tourner mal. Devant le pillage qui a recommencé, le gouvernement transitoire a décrété l'état d'urgence. Des seigneurs de la guerre appuyés par divers clans qui avaient terrorisé la Somalie jusqu'à leur expulsion par les islamistes, ont recommencé à se tailler des fiefs dans la capitale Mogadiscio. Entre-temps, l'Union africaine qui avait aidé à la mise en place du gouvernement transitoire a exigé le retrait immédiat des forces éthiopiennes de même que le Kenya, pourtant un allié des Etats-Unis et de l'Éthiopie.

Ces pays ont estimé que l'invasion était une violation évidente de la loi internationale et de la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU, que Washington avait pourtant appuyé au début, et qui interdit formellement l'utilisation de troupes de pays voisins dans une éventuelle opération de maintien de la paix en Somalie. En dépit de tout cela, l'administration Bush appuie l'offensive éthiopienne.

Comme dans le cas de l'Irak en 2003, les États-Unis justifient leur politique par la lutte pour éradiquer le terrorisme. En réalité, le but est de mettre un autre pied dans une région stratégique en installant un autre régime client en Somalie. En violation de l'embargo sur les armes décrété par l'ONU pour la Somalie, ils ont appuyé les mêmes seigneurs de la guerre dont certains avaient été responsables des attaques contre les soldats américains en 1993. Cette politique a été élaborée contre l'avis de tous les experts indépendants qui estiment qu'une telle guerre pourrait déstabiliser toute la région.

L'Éthiopie elle-même reste très instable. Divers conflits y sont en cours dont des révoltes de certaines communautés qui s'estiment marginalisées par le pouvoir mis en place par le Premier Ministre Méles Zenawi. Celui-ci bénéficie de l'appui des Etats-Unis bien qu'il ait perdu les élections au début de 2006. Il est cependant peu probable que cette incursion en Éthiopie, contrairement à la guerre contre l'Érythrée, ne permette à Zenawi de réunifier la population derrière lui.

Pour atteindre ses buts, Washington a encore une fois forcé la main au Conseil de sécurité qui a adopté une résolution qui risque de renforcer sa réputation d'être devenue un organisme anti-musulman. Celle-ci autorise l'entrée en Somalie d'une force de maintien de la paix pour protéger le gouvernement transitoire qui est faible et isolé, soi-disant pour « maintenir la paix et la sécurité ». Mais selon les principaux médias qui ont couvert la Somalie récemment, ce pays a enfin connu un certain répit après des années de chaos et de terreur depuis 1991. Une force multinationale est devenue soudainement nécessaire parce que ce sont des islamistes qui ont apporté la stabilité au pays, ce qu'ils ont fait pas tellement par la violence mais en ralliant la majorité de la population derrière leur programme de rétablissement de l'ordre en ligne avec la Shari'a, qui est de toute façon un cadre universellement accepté en Somalie.

Certes les islamistes ne sont pas anges. Mais leur violence paraît bien modérée à côté de celle des seigneurs de la guerre que les Etats-Unis ont continué à appuyer en violation de l'embargo décrété par l'ONU.

Les Etats-Unis ont raison d'être inquiétés à propos du terrorisme. Mais le meilleur antidote dans le cas somalien est la stabilité que l'union des tribunaux islamiques avait pourtant apportée. Les islamistes conservent l'appui d'une majorité de la population qui est contre les interventions américaines et éthiopiennes. Comme cela est le cas dans de conflits impliquant des pays occidentaux et des pays musulmans, l'établissement de la paix passe par un dialogue avec les islamistes pour faire en sorte qu'ils n'aient plus de raison de tomber dans le terrorisme.

* [Salim Lone](#) a été le porte-parole de l'ONU en Irak en 2003. Présentement, il écrit pour le quotidien de Nairobi, le *Daily Nation*. Son commentaire a été publié originellement publié dans *The Guardian* de Londres, le 30-12-06.

International lawlessness

The US-backed invasion of Somalia to topple its Islamists is a dangerous, illegal act of aggression.

by **Salim Lone**

[The Guardian](#). Saturday December 30, 2006

Undeterred by the horrors and disasters in Iraq, Afghanistan and Lebanon, the Bush administration has opened another battlefield in the Muslim world. With US backing, Ethiopian troops have invaded Somalia in an illegal war of aggression.

But this brazen US-sponsored bid to topple the popular Islamists who had brought Somalia its first peace and security in 16 years has already begun to backfire. Looting has forced the transitional government to declare a state of emergency. Clan warlords, who had terrorised Somalia until they were driven out by the Islamists this year, have begun carving up the city once again. And the African Union, which helped create the transitional government, has called for the immediate withdrawal of Ethiopian forces from the country, as did Kenya, a close US and Ethiopian ally.

They had little choice : the invasion was a clear violation of international law and a UN security council resolution, which the US itself pushed through earlier this month, that explicitly forbade troops from any neighbouring country from joining even the new peace-keeping force it authorised for Somalia. That still did not prevent the Bush administration from issuing a strong statement of support for the Ethiopian offensive.

As with Iraq in 2003, the US has cast this as a war to curtail terrorism. The real goal of course is to gain a direct foothold in another highly strategic and oil rich region by installing a client regime in Somalia. The US had already been violating the UN arms embargo on Somalia by supporting the warlords who drove out the UN peace-keepers in 1993 by killing 18 US soldiers, in order to push out the Islamists. That effort failed and an Ethiopian invasion remained the only way to oust a group with popular support. All independent experts warned against such a war, saying it would destabilise the region.

Ethiopia itself is highly unstable. Thought of as a Christian nation, it has a sizeable Muslim population which has begun to assert itself after marginalisation in the power structure. Prime Minister Meles Zenawi heads a dictatorial regime which has held on to power with US support after losing last year's elections. But this war, unlike its conflict with Eritrea, will not unify the country behind Meles.

To achieve its goals, the US once again ensnared the UN security council, which cravenly adopted a resolution which will further cement its reputation as an anti-Muslim body. It authorised a regional peace-keeping force to enter Somalia to protect the weak and isolated transitional government and "restore peace and stability". But all major international news organisations had reported that the country experienced this year its first respite from the utter lawlessness and terror that prevailed since 1991. A multilateral force was suddenly deemed necessary only because

it was the Islamists that had brought about this stability - and they had done so not through violence but primarily through rallying people to their side by creating law and order through the application of sharia law, which Somalis universally practise.

The Islamists are not angels. But their collective pool of terror acts is dwarfed by the terrorism of the warlords that the US has been supporting in blatant violation of the UN arms embargo.

The US has every right to be concerned about terror. But the best anti-dote to terrorism in Somalia is stability, which the Union of Islamic Courts provided. The Islamists have strong public support, which has grown in the face of US and Ethiopian interventions. As in other Muslim-western conflicts, the way to secure peace is to engage with the Islamists to ensure that they have no reason to turn to terror.

* [Salim Lone](#) was UN spokesman in Iraq in 2003 and is a columnist for the Daily Nation in Kenya.